

## LES MUTATIONS

## Leçons du passé

Le rappel de ces conditions vise à mentionner l'un des facteurs d'apparition de la solution de rechange qu'est l'Islam sous le slogan de «l'Islam est la solution de salut» du tourbillon de la décadence. Ainsi, une certaine catégorie de personnes démunie a trouvé des valeurs refuges en l'Islam pour éviter la détérioration et l'égarment. Suite à cela, il y a eu un tourbillon et une dégradation plus dangereuse, à savoir la tragédie nationale, avec toutes les victimes tombées parmi l'élite et les gens ordinaires innocents. Les dessous de cette tragédie n'ont pas pas été dévoilés à ce jour, et ses complications continuent à affecter les scènes politique et sécuritaire. Le plus important est que l'Algérie, tant l'Etat que la société, en est sortie épuisée et a évité de justesse une guerre civile dévastatrice ainsi que la tutelle étrangère qui aurait anéanti tous les acquis de la révolution tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Les changements rapides qui surviennent sur notre scène politique ainsi que la situation mondiale actuelle ont, en réalité, un impact direct sur ce que nous faisons et ce que nous ne faisons pas ; il est alors facile pour celui qui s'intéresse au nouvel ordre mondial, dont les règles sont posées par les grandes puissances mondiales, de constater que la démocratie n'est plus une question interne propre à chaque pays, puisque ces grandes puissances se sont donné le droit de juger les pratiques démocratiques et de noter les pays en développement sur l'échelle de la démocratie selon la transparence et l'honnêteté des élections, des référendums et des mécanismes qui les régissent et de juger l'application des normes devenues mondiales ou universelles. L'invitation des observateurs étrangers d'instances officielles et d'organisations non gouvernementales signifie implicitement l'acceptation de subir l'examen relatif à l'application de ces mécanismes, depuis le début jusqu'à la fin de l'opération, et le pays qui refusera sera alors mis sur liste noire ou tout au moins les résultats de ses élections seront remis en question et il sera probablement classé parmi les pays défaillants ou Etats voyous (rogue states) par la communauté internationale qui reçoit les ordres d'un nombre réduit de capitales qui associent la démocratie au libéralisme, jugeant que l'une ne peut être sans l'autre.

9/11 est connu que le contrôle de la pratique démocratique et le classement des pays sur ou en dehors de sa liste est soumis aux intérêts du bloc libéral, lequel en a exclu, durant la guerre froide, les pays socialistes, telles que l'ex-Union soviétique et un certain nombre d'entre eux nommés Républiques démocratiques et socialistes; certaines continuent à être considérées comme étant en période de stage et de formation plus de deux décennies après la dis-

parition de la menace marxiste-léniniste. Le bloc libéral n'a rien fait pour mettre la pression sur la Turquie et la Grèce, à l'ère des généraux et des colonels, ni sur l'Espagne de Franco, ni sur le Portugal de Salazar, ou sur la majorité des pays de l'Amérique latine qui ont été gouvernés par des militaires tyranniques qui ne diffèrent en rien de Staline, ni sur les autres pays alliés et sbires de l'Oncle Sam et qui, durant toute leur histoire, n'ont su ce que sont les élections et la vie parlementaire et où le pouvoir est héréditaire en vertu du droit divin.

L'Algérie a choisi, juste après la nouvelle naissance de la République en 1963, le nom de République démocratique et populaire qui dérive en fait de la déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre et non pas d'autres modèles de l'Est et de l'Ouest, car notre pays n'a participé ni à une guerre froide ni chaude entre les deux blocs et les camps régionaux aux fins de dominer. Il est, de ce fait, naturel que le processus prenne racine dans les principes de la révolution du 1<sup>er</sup> Novembre, ainsi que de l'errata et l'erratum durant les soixante dernières années, (nous savons qu'il y a ceux qui proposent de se contenter de l'appellation de République algérienne sans les deux autres qualificatifs suscités et qu'il est essentiel que l'Etat préserve ses tendances démocratique et populaire).

La démocratie ne peut s'exercer d'une manière normale que dans le cadre d'institutions dont la légitimité est fondée sur le choix du peuple et du pluralisme politique, participatif et consensuel, et non pas sur les multiples entités à tendance unique qui ne reflètent guère les forces réelles de la société.

**Démocratie : entre revendication et difficultés de parcours**

Le principe de la démocratie énoncée dans la déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, dont certains points sont introduits dans les résolutions du Congrès de la Soummam 1956, a connu un certain nombre d'obstacles, de distorsions et d'échecs. Nous avons souligné, dans la première partie de cette approche, les raisons et les complications de cet échec, sans pour autant accuser ou acquitter personne, qu'il s'agisse des individus ou des groupes en kaki ou en col blanc. Nous en rajoutons les trois facteurs suivants :

**Premièrement :** Privation de l'écrasante majorité des Algériens de participer à la formation d'une société civile et politique durant plus d'un siècle, tout au long de l'ère coloniale ténébreuse. Ils étaient en dehors du cadre de la citoyenneté avec une minorité d'Européens auxquels étaient associés les juifs (après le décret Crémieux), alors que les communautés, protégées par les forces d'invasion et d'occupation, devinrent les citoyens qui monopolisaient à eux seuls les droits politiques, sociaux et économiques, et ce, malgré la création des partis et des

associations durant l'émergence du mouvement national, dont un volet eut commencé son activité en France, un autre prônait le projet réformiste tandis que le troisième était élitiste, et ce, jusqu'à la libération et la naissance de l'Etat-nation. Le pouvoir d'avant-1962, voire le colonialisme n'avait d'autre souci que de conforter son emprise sur le pays et d'assurer sa sécurité par les agents bény-oui-oui qui causaient de nombreux tracas pour l'Armée et le Front de libération pendant la lutte armée, car une partie d'entre eux a infiltré le mouvement nationaliste.

Les Algériens sont restés prisonniers dans leur pays, ni citoyens ni étrangers, et afin de dissimuler ce statut ambigu, l'administration coloniale s'est servie de la comédie des élections Magellan pour exclure les citoyens et brider les militants, appelés le deuxième collège, de toutes les tendances politiques dans les délégations financières et même au sein de l'Assemblée nationale française. Cette dernière était la tribune de certains militants pour défendre les droits des Algériens, cependant rares étaient les fois qu'ils y trouvaient des oreilles attentives.

Ces exclusion et altération donnent probablement une explication partielle à la difficulté de l'émergence d'une société civile basée sur des organisations, au service du citoyen et de l'Etat, qui ne se transforment pas en des parasites et ne confondent pas entre l'Etat, qui est l'un des plus grands acquis de la Révolution, et l'objection à des erreurs, des aberrations et des abus commis par des personnes au sein de cet Etat.

**Deuxièmement :** Difficulté de se débarrasser de l'héritage de l'administration coloniale fondé sur le fort centralisme (jacobinisme) appliqué, pendant longtemps, en France, contrairement aux autres pays européens. Après avoir annihilé tous les repères de l'administration locale de l'époque ottomane, tout de même rétrograde et totalitaire intéressée principalement par le recouvrement des impôts, dévasté la structure traditionnelle la plus démocratique, qui était sous la supervision des notables et des gens avertis appelés *thajmaâth*, *azaba* et *aminoukal*, et assiégé les *zaouiâs*, particulièrement celles suspectées d'être une pépinière de la résistance ; la nouvelle administration n'a pas trouvé, après toute cette destruction matérielle et culturelle, un modèle d'organisation et de traitement administratif autre que celui laissé par le colonialisme dans notre pays, et ce, contrairement aux autres pays arabomusulmans qui étaient sous protectorat et maintenaient l'Etat sur le plan formel, même si le vrai pouvoir était entre les mains de la puissance protectrice.

**Troisièmement :** Notre administration émergente a estimé qu'il était inévitable d'apporter quelques amendements aux lois et aux règlements administratifs, hérités de l'ère coloniale, qui méprisaient



Par Dr Mohamed Larbi  
Ould-Khelifa  
Chercheur universitaire

les «indigènes» considérés comme un danger imminent, et au mieux une nuisance et des amas humains primitifs de nature sauvage. L'infiltration, également, de certaines traditions coercitives exercées par le makhzen marocain à l'encontre des gens considérés comme des sujets du sultan ou d'Amir Al-Moumine, qui sont tenus à une obéissance absolue sans aucun droit de se plaindre. Il est du devoir de loyauté envers nos frères marocains de louer leur soutien à la révolution, et de rendre hommage au défunt roi Mohammed V qui est très respecté par les Algériens ; ces derniers, en dépit du joug colonial, manifestèrent en 1955 contre son envoi en exil. Ces traditions qui sont aux antipodes de l'expérience algérienne d'avant-guerre (occupation colonialiste) et d'après-guerre (la révolution et l'indépendance) ont eu un grand impact. En effet, les citoyens n'ont pas ressenti, dans la vie quotidienne, un changement sérieux dans le traitement avec les services administratifs malgré les nombreuses séances consacrées à la réforme qui demeurent lettre morte. Car les corrompus de la nomenklatura et les réseaux de prédateurs se sont propagés autour de l'administration et parfois dans son cœur bureaucratique, à la fois dans le secteur public et privé. Il est donc paradoxal que le suivi, le contrôle et la sanction se sont effectués avant la divulgation de l'affaire El Khalifa Bank, uniquement à l'encontre des responsables dans le secteur public sans atteindre le secteur privé, alors qu'à l'intérieur de celui-ci nichent quelques affairistes dont le seul souci est le gain rapide à côté d'une majorité d'hommes et de femmes honnêtes et performants.

**Sécurité nationale et risques de déstabilisation interne**

Nous nous focalisons maintenant sur la sécurité nationale, une des questions prioritaires vu les dangers, aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur, qui nous guettent.